

Palestine: la résistance jusqu'à l'indépendance

Commémoration des massacres de Sabra et Chatila

C'est le 15 septembre 1982 , un jeudi soir, que commencent les massacres de Palestiniens et de Libanais, à l'intérieur des camps de réfugiés de Sabra et Chatila à Beyrouth.

L'armée israélienne, sous la direction de Ariel Sharon, et les milices libanaises chrétiennes exterminent environ 3000 civils, Palestiniens pour la plupart. On ne connaîtra jamais le nombre exact de tués.

Les unités de la force internationale (composée d'Américains, de Français et d'Italiens), censées protéger ces mêmes civils, avaient quitté le Liban quelques jours avant ces massacres, sans que l'on sache pourquoi.

Sabra et Chatila n'est malheureusement qu'un exemple de la politique criminelle sioniste. Des massacres sont commis dès 1948 au moment de la création de l'Etat d'Israël. Puis, pour ne citer que les plus importants, il y eut les massacres de Deir Yassine, où périrent 254 Palestiniens, puis Qibia en 1954, perpétrés par le commandant Ariel Sharon. C'est la même politique criminelle qui anime les sionistes lorsqu'en décembre 2008, ils déversent un déluge de feu sur la population de la Bande de Gaza, déjà durement éprouvée asphyxiée par un blocus depuis près de 3 ans. On dénombre 1400 martyres et des milliers de blessés. L'opération apparaît comme l'attaque la plus barbare, perpétrée par les sionistes contre le peuple palestinien, au cours de ces dernières années.

L'Histoire a amplement montré que le crime contre l'Humanité est l'élément fondateur et structurel de l'Etat colonial et

raciste d'Israël. Car sans compter les massacres, comment qualifier un Etat dont la création repose avant tout sur l'anéantissement de la Palestine, la destruction d'environ 500 villages, le vol de la terre et l'expulsion de 800 000 Palestiniens, soit plus de la moitié de la population palestinienne de l'époque ? Ces Palestiniens et leurs descendants, environ 6 millions aujourd'hui, sont toujours des réfugiés qui attendent l'application de leur droit fondamental au retour dans leurs foyers d'origine, droit pourtant reconnu internationalement par la Résolution 194 votée à l'ONU le 11 décembre 1948.

Aujourd'hui comme hier, les États occidentaux et la plupart des Etats arabes se distinguent par leur soutien à tous les crimes perpétrés par les sionistes. Mais le soutien des ces Etats, avec les Etats-Unis à leur tête, réside surtout dans l'élaboration de plans dits « de paix » qui, les uns après les autres, visent à la capitulation du peuple palestinien et à l'abandon de ses droits fondamentaux. La stratégie de ces plans de « paix » est toujours la même: faire pression sur les Palestiniens afin de faire taire la résistance et installer une autorité collaborationniste qui signera des accords avec l'occupant au nom du peuple palestinien. L'objectif est de gagner du temps pour que ces accords, s'ils sont signés un jour, entérinent le projet colonial sioniste.

La situation actuelle illustre parfaitement cette stratégie qui fût si bien décrite par Barak Obama dans son récent discours du Caire. Après la mise en place de l'Autorité palestinienne par les Accords d'Oslo, les sionistes et leurs alliés internationaux refusent les résultats des élections de 2006 qui ont été remportées par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas). Imposant d'abord un blocus politique sur le nouveau gouvernement palestinien et emprisonnant de nombreux députés du Hamas nouvellement élus, ils arment certains opposants du Fatah et favorisent les heurts inter-palestiniens. Quand en 2007, à Gaza, les forces de sécurité

palestiniennes rétablissent l'ordre et l'autorité du gouvernement élu en expulsant les collaborateurs armés, le camp des impérialistes soumet le petit territoire à un blocus économique des plus sévères. Parallèlement le soutien occidental se traduit en Cisjordanie par la mise en place d'une force armée palestinienne de plusieurs milliers d'hommes, dirigée par le général américain Dayton, force armée dont l'objectif est de réprimer tout mouvement de résistance populaire, en collaboration parfaite avec l'occupant. Les arrestations de militants du Hamas sont quotidiennes, la presse est muselée, la population terrorisée. Pendant ce temps, Abbas et ses sbires, qui n'ont aucune légitimité, poursuivent le dialogue avec l'ennemi et multiplient les déclarations remettant en question les droits fondamentaux des Palestiniens, dont le droit au retour. Face au leitmotiv sioniste d'imposer une reconnaissance d'Israël comme Etat juif, Abbas déclare en 2008 « qu'il est en effet inconcevable de penser que tous les réfugiés pourront rentrer chez eux ». Le récent congrès du Fatah est la dernière farce de la stratégie impérialiste en Palestine: faire plébisciter à main levée des dirigeants corrompus et collaborationnistes par des militants triés sur le volet, afin d'essayer de redonner un semblant de légitimité à une faction palestinienne qui a perdu toute crédibilité en matière de résistance. L'objectif de cette mascarade est d'imposer de nouvelles élections dont le résultat est connu d'avance puisque toute opposition a été muselée. Dans un contexte géopolitique plus large, cette stratégie vise à affaiblir tous les conflits de moyenne intensité qu'Israël entretient avec ses voisins, afin de concentrer ses forces pour attaquer l'Iran. La question du gel de la colonisation en Palestine soulevée par les Occidentaux n'est qu'une manœuvre supplémentaire pour donner du temps à l'Etat sioniste et lui fournir une monnaie d'échanges qu'il utilisera pour s'assurer du soutien total du camp impérialiste lors de cette agression. Tout cela s'inscrit dans la définition de ce « Nouveau Moyen Orient », cher à Mr Bush et son successeur.

Face à cette entreprise de destruction de leur peuple, de spoliation de leurs terres, et de négation de leurs droits, les Palestiniens ont bien compris qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes et sur leur résistance pour contrer la puissante machine de guerre coloniale israélienne. Ils l'ont déjà démontré à maintes reprises depuis 60 ans. Mais leur victoire héroïque en janvier 2009 lors de la guerre barbare conduite par l'entité sioniste est le meilleur exemple de la détermination des Palestiniens pour défendre leur terre. Malgré la dissymétrie abyssale des forces en présence, aucun des objectifs de cette attaque n'a été atteint. La résistance est toujours debout et le Hamas n'a pas été délogé. Le mouvement n'a effectué aucune concession sur les droits fondamentaux des Palestiniens. Comme en Algérie et au Vietnam dans le passé, comme en Afghanistan et au Liban aujourd'hui, cette victoire est révélatrice de la puissance du choix stratégique de la résistance populaire pour se libérer du joug du colonialisme.

En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'infamante machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre.

Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

La fin de l'occupation et le droit à l'autodétermination,

Le droit inaliénable au retour des réfugiés palestiniens chez eux

La libération de tous les résistants emprisonnés

Comité Action Palestine

